



INSET ANGERS 14 mai 2019

CENTRE DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES INSET ANGERS

RÉFÉRENT DE PARCOURS

« POINT D'ETAPE D'UNE MESURE EN FAVEUR D'UN
ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DE LA PERSONNE »

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Elaboré par le Centre de Ressources Documentaires de l'Inset d'Angers
et le service des Pôles



Centre national de la fonction publique territoriale

INTRODUCTION	3
1 / DU PARCOURS DE LA PERSONNE ACCOMPAGNÉE AU RÉFÉRENT DE PARCOURS	6
A / DU PARCOURS DE LA PERSONNE ACCOMPAGNÉE... ..	6
B / ...AU REFERENT DE PARCOURS	7
2 / LE TRAVAIL EN PARTENARIAT AU SERVICE D'UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL.....	9
3/ LA PARTICIPATION DE LA PERSONNE ACCOMPAGNÉE À L'ÉLABORATION DE SON PROJET	14
A / L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR LA PROMOTION DES POTENTIELS	14
B / LA CO-CONSTRUCTION DES PARCOURS.....	18

INTRODUCTION

LANCEMENT DE LA STRATEGIE NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

13/09/2018

Les 5 engagements de la stratégie pauvreté :

- Engagement n°1 : L'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté
- Engagement n°2 : Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants
- Engagement n°3 : Un parcours de formation garanti pour tous les jeunes
- Engagement n°4 : Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité
- Engagement n°5 : Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Piloter la lutte contre la pauvreté à partir des territoires

Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, 2018, 27 p.

- Concertation sur la pauvreté des enfants et des jeunes : les propositions du groupe de travail n°6
- Repenser la gouvernance à partir d'une ambition : remettre la solidarité au cœur du projet républicain en accompagnant chacun sans rupture et de manière adaptée tout au long du parcours de vie
 - Assurer la gouvernance à partir des territoires et des personnes concernées tout en préservant un rôle de régulateur national de l'État
 - Réinstaurer une véritable relation de confiance entre l'État et les collectivités territoriales

Le "plan pauvreté" [dossier] / LAFORE Robert, ROMAN Diane, CAPELIER Flore, CHAUFFAUT Delphine, DAMON Julien, MARIE Romain

Revue de droit sanitaire et social, 12/2018, n° 6, p. 943-1006

- La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté : changement ou continuité ?
- Le volet petite enfance de la stratégie de lutte contre la pauvreté : Mozart sera-t-il sauvé ?
- Quelles(s) politique(s) pour la jeunesse en France ? Les non-dits de la stratégie pauvreté
- Le Revenu Universel d'Activité : évolution ou révolution des minima sociaux ?
- Accompagnement social et référent unique
- La fusion CMU-C/ACS ou l'émergence d'une protection de 4ème type ?

<https://www.dalloz-revues.fr/RDSS-cover-76336.htm>

Bilan 2013-2015 et perspectives 2016-2017

<http://social-sante.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/plan-pluriannuel-contre-la-pauvrete-et-pour-l-inclusion-sociale-bilan-2013-2015>

[Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, octobre 2018 - Investir dans les solidarités pour l'émancipation de tous](#)

Ministère des solidarités et de la cohésion sociale, 10/2018, 117 p.

L'intérêt de ce document de 120 pages réside essentiellement dans le détail des mesures et des objectifs prévus par le Plan pauvreté. Celui-ci est décomposé en 21 mesures (développer les modes d'accueil de la petite-enfance, développer les centres sociaux dans tous les QPV, obligation de formation jusqu'à 18 ans...), chacune déclinée dans une fiche présentant le contexte, les objectifs, les actions à mettre en œuvre, les chiffres-clefs, des indicateurs mais aussi le résultat attendu (« ce qui va changer »).

Le rapport présente également les contours du futur projet de « loi de cohésion et d'émancipation sociale ». Elle pourrait ainsi être organisée autour de trois grands chapitres : « L'ambition éducative dès les premiers pas de la vie jusqu'à la majorité » ; « l'accès à l'emploi au cœur de l'action sociale » et « la nouvelle gouvernance des politiques sociales.

[STRATEGIE NATIONALE POUR UN NUMÉRIQUE INCLUSIF](#)

[PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN FAVEUR DU TRAVAIL SOCIAL ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL](#)

Marisol Touraine et Ségolène Neuville ont présenté, mercredi 21 octobre 2015 en Conseil des ministres, le plan d'action interministériel en faveur du Travail Social et du développement social.

Ce plan prévoit 26 mesures autour de 4 thématiques :

- la participation et l'accompagnement des personnes
- la promotion du développement social pour simplifier les politiques publiques
- la reconnaissance du travail social et la modernisation de l'appareil de formation
- la rénovation de la gouvernance



[Guide d'appui à la structuration du premier accueil social inconditionnel de proximité](#)

ANDASS, Ministère des Affaires sociales et de la Santé, 2018, 36 p.

Le Plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social prévoit l'organisation d'un premier accueil social inconditionnel de proximité dans les départements. Pour accompagner la mise en œuvre de cette mesure, un guide d'appui à la structuration du premier accueil social inconditionnel de proximité a été réalisé



[Guide d'appui à la mise en œuvre de la démarche du "réfèrent de parcours"](#)

Ministère des solidarités et de la santé, 2019, 54 p

La démarche du réfèrent de parcours vise à proposer un accompagnement coordonné aux personnes en grande difficulté sociale. Ce guide est destiné aux acteurs de l'action sociale sur les territoires ainsi qu'aux décideurs et aux élus, dont le rôle est essentiel pour légitimer l'action des professionnels engagés dans la démarche du réfèrent de parcours et rompre avec les logiques d'intervention en silos. Il constitue avant tout un outil pratique pour les

départements, qui demeurent libres d'adapter la démarche selon les spécificités de leur territoire, les besoins identifiés, leur réseau partenarial et leur organisation interne.

En mêlant approche méthodologique, exemples concrets de mise en œuvre au niveau local et témoignages de professionnels et de personnes accompagnées, ce guide permet de mieux se rendre compte des enjeux et des attendus d'une telle approche d'accompagnement social. Les enseignements tirés de l'expérimentation ont été particulièrement encourageants et ont permis de souligner l'importance d'associer la personne accompagnée à l'élaboration de son projet et de favoriser la coopération entre les partenaires pour une plus grande cohérence des interventions proposées. Pour ces raisons, la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté prévoit la généralisation de la démarche du réfèrent de parcours dans le cadre d'une contractualisation entre l'Etat et les départements.

Sites utiles



HAUT CONSEIL DU TRAVAIL SOCIAL

<https://solidarites-sante.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/haut-conseil-du-travail-social-hcts/>



Association Nationale des Directeurs d'Action Sociale et de Santé

<https://www.idealconnaissances.com/jn-andass/>



Secours populaire

<https://www.secourspopulaire.fr>



UNIOPSS

<https://www.uniopss.asso.fr/>



ODENORE - Observatoire des non-recours aux droits et service

<https://odenore.msh-alpes.fr/>

1 / DU PARCOURS DE LA PERSONNE ACCOMPAGNÉE AU RÉFÉRENT DE PARCOURS

A / Du parcours de la personne accompagnée...

Gestionnaire de parcours, métier de la coordination

Direction(s), 07/2018, n° 166

On croise de plus en plus de référents ou de gestionnaires de parcours dans le secteur social et médico-social. Les contours de la fonction varient selon les dispositifs, mais les principales missions et compétences se recoupent.

La coordination : une fonction à géométrie variable au service des logiques de parcours

Cahiers de l'actif (les), 05/2018, n° 504-507, p. 5-328

- La coordination comme nouvelle "figure" du travail social : une réalité à géométrie variable
- Témoignages et paroles de "coordo"- Des plateformes de services et des coordinations territoriales au service des logiques de parcours
- Contrepoints : Expérience en Norvège et les Conférences familiales en Ardèche

Du projet au parcours / BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel, DUBECHOT Patrick,

Vie sociale, 06/2017, n° 18, p. 7-210

Porter attention aux parcours de vie signifie de les appréhender dans les points de rupture et de bifurcations, dans un déroulement temporel et dans les interactions des multiples dimensions. Après une approche conceptuelle de la notion de parcours, ce numéro de revue montre comment les nouvelles politiques publiques sont passées du projet au parcours. Puis les perspectives nouvelles concernant les parcours, bifurcations, conversions sont évoquées dans un enjeu de recherche, mais aussi dans l'exemple du processus de radicalisation qui affectent les personnes et impactent les organisations sociales.

La nouvelle vie des travailleurs sociaux [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2017, n° 2367-2368, p. 30-38

- Plan d'action en cours : Les états généraux du travail social, lancés en 2013, ont permis aux agents de s'exprimer sur leurs difficultés. Le plan d'action qui en a été tiré est en cours. Mais certains points prendront du temps avant d'être totalement traités.
- [Gérer le parcours des usagers](#) : Les travailleurs sociaux font face à de nouveaux publics, et cela dans un contexte de contrainte financière. Ils doivent, qui plus est, permettre à chaque usager de suivre un « parcours » adapté à ses besoins, quels qu'ils soient. Un chambardement !
- Revalorisation salariale : Les diplômés du travail social vont être complètement revus, attisant les craintes des agents qui attendent les nouveaux programmes. Toutefois, une réforme est déjà actée : le passage, en février 2018, de la plupart des travailleurs sociaux en catégorie A.

La coordination : une fonction à géométrie variable au service des logiques de parcours

Cahiers de l'actif (les), 05/2018, n° 504-507, p. 5-328

- La coordination comme nouvelle "figure" du travail social : une réalité à géométrie variable
- Témoignages et paroles de "coordo"- Des plateformes de services et des coordinations territoriales au service des logiques de parcours
- Contrepoints : Expérience en Norvège et les Conférences familiales en Ardèche

"La plateforme de services, révolution ou continuité ?"

Actualités sociales hebdomadaires, 10/02/2017, n° 2997, p. 26-27

S'il est nécessaire de faire évoluer les établissements vers un modèle de plateforme de services, il ne s'agit pas de faire table rase de l'existant. Il faut réussir à penser de nouvelles configurations organisationnelles tout en continuant à faire institution, défend Francis Batifoulier, consultant formateur.

"Plans, projets, plateformes..." / LAFORE Robert

Actualités sociales hebdomadaires, 30/12/2016, n° 2990, p. 30

"On le sait, pour apprécier les mutations des politiques publiques, il faut s'attacher à lire entre les lignes, à repérer les moindres symptômes et à trouver les cohérences qui s'esquissent progressivement dans des constructions institutionnelles qui ne livrent jamais clairement leurs présupposés et leurs intentions. L'action sociale n'échappe évidemment pas à cette règle, peut-être encore moins que d'autres politiques sectorielles, tant elle mêle indistinctement ses héritages et son présent dans un conglomérat d'adaptations plus ou moins circonstanciées. Adeptes de la méthode incrémentale, les réformateurs sont conduits à procéder par modifications et ajouts conduisant à des métamorphoses de long terme dans lesquelles le nouveau paysage ne se laisse entrevoir que tardivement et par petites touches"

B / ...au référent de parcours

[Guide d'appui à la mise en œuvre de la démarche du "référent de parcours"](#)

Ministère des solidarités et de la santé, 2019, 54 p

La démarche du référent de parcours vise à proposer un accompagnement coordonné aux personnes en grande difficulté sociale. Ce guide est destiné aux acteurs de l'action sociale sur les territoires ainsi qu'aux décideurs et aux élus, dont le rôle est essentiel pour légitimer l'action des professionnels engagés dans la démarche du référent de parcours et rompre avec les logiques d'intervention en silos. Il constitue avant tout un outil pratique pour les départements, qui demeurent libres d'adapter la démarche selon les spécificités de leur territoire, les besoins identifiés, leur réseau partenarial et leur organisation interne.

En mêlant approche méthodologique, exemples concrets de mise en œuvre au niveau local et témoignages de professionnels et de personnes accompagnées, ce guide permet de mieux se rendre compte des enjeux et des attendus d'une telle approche d'accompagnement social. Les enseignements tirés de l'expérimentation ont été particulièrement encourageants et ont permis de souligner l'importance d'associer la personne accompagnée à l'élaboration de son projet et de favoriser la coopération entre les partenaires pour une plus grande cohérence des interventions proposées. Pour ces raisons, la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté prévoit la généralisation de la démarche du référent de parcours dans le cadre d'une contractualisation entre l'Etat et les départements.

Accompagnement social et référent unique / DAMON Julien

Revue de droit sanitaire et social, 12/2018, n° 6, p. 987-997

La stratégie de lutte contre la pauvreté dévoilée par le Président de la République en septembre 2018 contient un ensemble d'orientations qui ont retenu l'attention. Il en va, ainsi, du projet, en attente de définition, de « revenu universel d'activité ». Il en va, aussi, de l'objectif d'éradication de la « grande pauvreté » sur le temps d'une génération. Il en va, encore, du projet, tout aussi en attente de définition, d'un « service public de l'insertion ». Une ambition, parmi d'autres, de cette stratégie consiste à réduire les problèmes de non-recours en visant un accès facilité aux droits et à l'emploi. D'où une double idée de révision, d'une part, des prestations (ce sera le revenu universel dit d'activité) et, d'autre part, de l'accompagnement (ce devrait être le service public de l'insertion). Alors que les discours sont prononcés, les premières mesures annoncées et les grands chantiers ouverts, on traite ici de l'un d'entre eux, celui de l'accompagnement.

Référents de parcours : quatre départements en ordre de marche

Actualités sociales hebdomadaires, 14/07/2017, n° 3019, p. 22-25

Renforcer la cohérence de l'accompagnement, éviter les ruptures et replacer les personnes au cœur de leur projet, tels sont les objectifs de la fonction de « référent de parcours ». Une expérimentation démarre dans quatre départements volontaires, où le dispositif, non sans soulever des interrogations parmi les professionnels, commence à montrer sa plus-value.

- Une expérimentation, quatre projets

Le cadre de l'expérimentation des référents de parcours a volontairement été laissé souple. Chaque département s'est donc saisi à sa manière du dispositif et de sa mise en place. Avec parfois des divergences.

Le référent de parcours facilite l'autonomie

Gazette sante social (la), 06/2017, n° 141-142, p. 38-39

Des travailleurs sociaux de quatre départements expérimentent cette année "la référence de parcours social". Le référent aide la personne à se repérer entre les différents partenaires et facilite ses démarches, en privilégiant son autonomie

Le parcours de l'utilisateur comme objectif

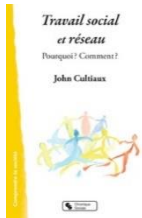
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2017, n° 2367-2368, p. 36

Héritière de la notion de projet personnalisé, la logique de parcours en est encore à la phase de l'expérimentation. Et la question de l'évaluation se pose avant toute éventuelle généralisation

- retour sur l'expérimentation référent parcours dans Ariège, Bas-Rhin, Paris et Pas-de-Calais

2/ LE TRAVAIL EN PARTENARIAT AU SERVICE DE L'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL

- Ouvrages



Travail social et réseau : Pourquoi ? Comment ? / CULTIAUX John
Chronique sociale, 2018, 82 p.

Le travail en réseau s'impose, depuis au moins une décennie, en tant que paradigme dominant de l'action publique à partir duquel les institutions publiques aussi bien que privées, sont invitées à repenser leurs pratiques de collaboration sectorielles et intersectorielles. Les initiatives en matière de travail en réseau et de coopération intersectorielle se sont multipliées, avec plus ou moins de succès, au départ de projets portés par des collectivités locales, des associations, des administrations. En situant l'analyse au plus près des pratiques concrètes de réseau, il s'agit d'une part, d'identifier et d'élaborer les enjeux du travail en réseau pour le travail social et pour l'action publique (chapitre 1) mais aussi les limites qu'il conviendrait de dépasser pour en garantir les meilleures chances de succès (chapitre 4). Il s'agit, d'autre part, sur la base de ce retour d'expérience, de proposer un cadre méthodologique destiné à accompagner les professionnels dans la mise en oeuvre, l'analyse ou l'évaluation de leurs propres pratiques de travail en réseau (chapitre 2), c'est-à-dire entre institutions, et de travail de réseau (chapitre 3) effectué au départ de la situation du bénéficiaire. Cet ouvrage laisse une place importante aux témoignages et propose une sélection de références théoriques et un argumentaire solide permettant de généraliser le propos au-delà des situations examinées.

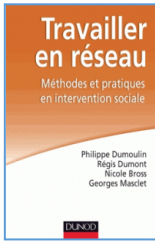


Les nouveaux enjeux du secteur social et médico-social. Décloisonner & coordonner les parcours de vie et de soin / GUIRIMAND Nicolas, MAZEREAU Philippe, LEPLÈGE Alain, Champ social éditions, 2018, 241 p.

La notion de parcours de vie impose une transformation profonde des modalités d'organisation du secteur médico-social, sanitaire, éducatif ou d'accès aux structures de droit commun. Lorsqu'il s'agit de suivre et d'accompagner des personnes en situation de handicap ou de dépendance, ainsi que des malades chroniques, elle implique de définir avec les usagers leur projet de vie. En conséquence, ce travail impulse une dynamique d'élaboration et de prise de décision à la croisée de plusieurs secteurs.

Accompagner les personnes en situation de handicap ou malades chroniques dans l'élaboration de leur parcours de vie, favoriser l'accessibilité aux services de droit commun, les aider à s'autonomiser et à trouver des réponses à leurs besoins et attentes, implique la mise en oeuvre de dispositifs innovants en matière d'éducation thérapeutique, d'inclusion scolaire et péri-scolaire, mais aussi de soutien à la parentalité pour les familles les plus vulnérables.

La pluralité des modalités de mise en oeuvre de programmes d'éducation thérapeutique et de dispositifs sanitaires et médico-sociaux d'accompagnement rend difficile la lecture des services proposés à la fois pour les usagers et pour les agents impliqués dans leur mise en oeuvre. Si de manière consensuelle, la pluridisciplinarité est reconnue comme indispensable, la coopération entre les intervenants, elle, est essentielle. Pourtant cette coopération nécessite d'être pensée et analysée dans sa complexité, c'est-à-dire au point d'intersection entre les intérêts et les enjeux des agents à et pour cette pratique éducative, les moyens dont ils disposent pour sa mise en oeuvre, sa temporalité (hospitalisation de jour, moyen séjour, stage intensif), les lieux d'exercice (service hospitalier, pôle de santé, domicile du patient, etc.). La coordination des parcours de vie appelle donc une exploration multidimensionnelle : sociologique, psychologique, philosophique, politique et anthropologique approfondie de toutes ces dimensions. Cet ouvrage tente d'apporter des éléments de compréhension en interrogeant, dans un même mouvement, les mécanismes implicites et explicites de la collaboration interprofessionnelle, les questions de l'inclusion sociale et scolaire, de l'éducation thérapeutique des jeunes en situation de handicap, ainsi que les transformations identitaires des acteurs qui coopèrent à la construction des parcours de vie.



**Travailler en réseau : méthodes et pratiques en intervention sociale / DUMOULIN Philippe, DUMONT Régis, BROSS Nicole, MASCLET Georges
Dunod, 2015, 269 p.**

La crise de sens qui touche la société se traduit à l'échelon du territoire par l'émergence de phénomènes sociaux et de situations problèmes de plus en plus massives et complexes. En confrontation directe avec les publics ciblés, les professionnels tentent d'exercer des missions aussi diverses que les institutions ou services qu'ils représentent. Parce qu'il reconnaît les potentiels des professionnels et des usagers, le réseau s'impose en force dans les esprits comme une sorte de panacée universelle susceptible de régler les difficultés liées aux problématiques nouvelles et à la nécessité de coordonner les actions entre partenaires. Sans succomber à ce mirage, les auteurs, à travers leurs expériences respectives, décrivent le réseau comme un outil d'intervention qui laisse une place importante à l'humain. « L'intervention de réseau », « le travail social de réseau », « les réseaux d'échanges de savoirs », « les réseaux professionnels » dans leur utilisation optimum sont des outils, certes différents, mais qui placent l'utilisateur ou le professionnel en position d'acteur capable de développer et de mobiliser des ressources pour trouver des solutions adaptées aux situations auxquelles il est confronté. Après une approche contextuelle autour de l'émergence des réseaux, les auteurs apportent des définitions de ces différentes formes organisationnelles illustrées par des exemples tirés de leurs expériences. Les conseils qu'ils apportent à la fin de chaque exposé font de cet ouvrage un véritable manuel pratique destinés à ceux qui veulent se familiariser et utiliser l'outil que constitue le réseau.



**Travail social et territoire. Concept, méthode, outils / MOINE Alexandre, SORITA Nathalie
Presses de l'Ehesp, 2015, 252 p.**

Les territoires sont au cœur des politiques sociales. Mais que recouvre cette notion ? Fruit d'un dialogue entre géographes et professionnels de l'action sociale, entre théorie et pratique, ce livre en propose un nouvel éclairage à l'usage des travailleurs sociaux. Pluridisciplinaire, la notion de territoire se situe au croisement de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques et sociales. À travers une synthèse théorique, les auteurs proposent des outils d'analyse et de diagnostic permettant d'appréhender la réalité complexe des territoires et de mieux penser le travail social. L'approche systémique est une démarche théorique, méthodologique et pratique, qui donne une grille de lecture capable de saisir la complexité du réel et d'en faire une base de connaissances au service du travail social, l'objectif étant de replacer le territoire au centre des pratiques. De nombreux exemples éclairent ce travail de conceptualisation soucieux d'apporter des réponses aux travailleurs sociaux dans leurs difficultés à appréhender l'espace géographique. Ce livre invite le lecteur à penser l'action à travers un regard de géographe, à ouvrir son champ de réflexion à la notion d'espace, à élargir sa vision du social et permet ainsi de repenser le travail social en déplaçant sa réflexion.



**Coordination et parcours : la dynamique du monde sanitaire, social et médico-social / BLOCH Marie-Aline, HENAUT Léonie
Dunod, 2014, 315 p.**

L'accroissement du nombre de personnes âgées, handicapées ou atteintes de maladies chroniques, rend nécessaire le développement et la diversification des soins et des services, mais demande aussi une meilleure coordination des interventions. Pour lutter contre les différents cloisonnements du système de santé et d'aide, les pouvoirs publics, les professionnels et les associations de familles et d'usagers sont engagés dans un processus permanent d'innovation et de coopération à l'origine de la dynamique de l'ensemble du monde sanitaire, social et médico-social. Cet ouvrage retrace l'histoire de la structuration de la coordination en France dans plusieurs domaines d'intervention (gérontologie, santé mentale, handicap, cancer, maladies rares, accident cérébral), ainsi que l'apparition récente de la notion de parcours dans l'espace public. Il propose une analyse critique des politiques conduites en matière de coordination, et tente d'expliquer la persistance des dysfonctionnements observés. À partir d'enquêtes réalisées sur plusieurs territoires, les facteurs de succès pour la mise en place de dispositifs de coordination pérennes sont ensuite mis en évidence. L'innovation se révèle être le produit des interactions entre initiatives locales et directives nationales. Enfin, l'ouvrage propose une typologie des nouveaux professionnels de la coordination (gestionnaires de cas, pilotes, référents, médecins coordonnateurs, chargés de mission...) et souligne notamment le rôle clé joué par les cadres intermédiaires des organisations sanitaires, sociales et médico-sociales.



Travailler ensemble, un défi pour le médicosocial. Complexité et altérité. / DEPAULIS Alain, NAVARRO Jean, KAHN Axel, CERVERA Gilles, 2013, 201 p.

Le traitement et l'accompagnement des personnes vulnérables (enfants ou adultes handicapés, atteints de maladies chroniques, en état de dépendance ou socialement marginalisés) nécessitent les soins de services différents (médicaux, psychologiques ou sociaux), en principe complémentaires. L'expérience montre combien les acteurs concernés peinent à réaliser un ensemble cohérent qui préserve la spécificité de chacun.

Comment travailler ensemble ? Comment éviter la dilution des différents discours dans la recherche d'un consensus synthétique ? Comment concevoir un projet commun au profit de la personne en souffrance ? Peut-on mettre sur le même plan l'intervention d'un médecin, celle d'un psychothérapeute ou celle d'un travailleur social ? Comment définir un cadre, avec ses règles, ses méthodes, ses outils, pour créer une véritable entité collective au service des usagers ?



L'institution incertaine du partenariat - Une analyse socio-anthropologique de la gouvernance partenariale dans l'action sociale territoriale / LYET Philippe, L'Harmattan, 2008, 237 p.

L'injonction au partenariat dans l'action publique et sociale provoque chez les acteurs concernés des attitudes ambivalentes. Ils en reconnaissent la nécessité, en louent parfois la pertinence mais soulignent également les difficultés à faire travailler ensemble des professionnels d'origines diverses et à faire collaborer les institutions. Ces constats relativisent les discours actuels sur la gouvernance. Si les collaborations partenariales permettent des innovations intéressantes, un problème structurel se pose : celui de l'institution incertaine de ces partenariats qui se traduit par deux phénomènes liés : l'incertitude des institutions face aux partenariats et le déficit d'institué de ces collaborations qui les rend fragiles et ne permet pas la diffusion des pratiques. Cette recherche permet de prolonger le questionnement sur le déclin de l'institution, de proposer aux acteurs professionnels des pistes pratiques pour développer les partenariats et d'interroger cette stratégie de développement de l'action publique en suggérant de garder le meilleur des collaborations partenariales, de faire évoluer l'organisation institutionnelle de la puissance publique en France et de promouvoir une forme d'institution plus coopérative.

- **Articles**

Travail social et équipe pluridisciplinaire : impacts, enjeux et perspectives
Revue française de service social, 2019, n° 272, p. 9-65

- Analyse des pratiques pluridisciplinaires dans le travail social et médical
- * Clinique pluridisciplinaire en travail social
- * Pluri-, inter- ou trans- ? l'art de conjuguer les disciplines
- * Faire équipe est-il préjudiciable au secret professionnel ?
- * Mon diplôme universitaire en soins palliatifs comme terrain d'analyse aux conditions de la pluridisciplinarité
- Identités et fonctions en transdisciplinarité
- Témoignages et pratiques professionnelles
- * Ensemble à l'Education nationale
- * Faire équipe : une injonction ou désir ? Une machine à café ne fait pas le printemps
- L'assistant de service social de polyvalence : un chef...sans baguette, d'un orchestre...sans partition
- Assistante sociale interentreprises et travail en équipe pluridisciplinaire : quelle place pour quel rôle ?
- De l'utilité d'une équipe pluridisciplinaire

L'accompagnement social / JACQUEY-VAZQUEZ Bénédicte

Inspection générale des affaires sociales, 09/2018, 103 p.

Que recouvre la notion d'accompagnement social ? Quels sont les moyens humains et budgétaires mobilisés ? Pour quels résultats ? Telles sont les questions abordées par l'Igas dans ce rapport qui aborde finement les ambivalences d'un accompagnement social souvent exercé sous la forme d'une aide contrainte s'écartant ainsi des ambitions émancipatrices initiales du travail social.

Santé mentale. Décloisonner pour avancer

Direction(s), 06/2018, n° 165, p. 20-27

Les professionnels du secteur social et médico-social sont de plus en plus confrontés à des publics souffrant de troubles psychiques. Malgré une politique de santé mentale encore hospitalo-centrée et des cadres réglementaires et financiers trop rigides, les acteurs de terrain développent des projets décloisonnés. Ce afin d'assurer l'articulation entre le soin et l'accompagnement des personnes et d'éviter les ruptures de parcours.

La coordination : une fonction à géométrie variable au service des logiques de parcours

Cahiers de l'actif (les), 05/2018, n° 504-507, p. 5-328

- La coordination comme nouvelle "figure" du travail social : une réalité à géométrie variable
- témoignages et paroles de "coordo"
- Des plateformes de services et des coordinations territoriales au service des logiques de parcours
- Contrepoints : Expérience en Norvège et les Conférences familiales en Ardèche
<https://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/la-coordination-une-fonction-a-geometrie-variable-au-service-des-logiques-de-parcours.html>

Le partage d'informations à l'heure du travail en réseau

Travail Social Actualités, 05/2018, n° 92, p. 15-22

Les notions de parcours, de coordination, de travail en réseau impliquent de partager des informations entre professionnels. Comment concilier ces logiques avec le respect de la vie privée des usagers, l'obligation de discrétion ou le secret professionnel ? La question s'avère complexe et les récentes évolutions législatives ne règlent pas tout.

Personnes handicapées : pour un parcours global / BLONDELET Jonathan

Actualités sociales hebdomadaires, 23/03/2018, n° 3053, p. 17-18

Des solutions pour les personnes handicapées plutôt que des places. Un colloque qui s'est tenu à Amiens le mardi 20 mars a été l'occasion de débattre des moyens d'une mise en œuvre effective de la « réponse accompagnée pour tous » (RAPT), déjà initiée dans des départements pilotes et généralisée depuis le début de l'année. Pour passer d'une logique d'admission en structure à une logique de parcours de vie de la personne handicapée, l'idée d'une plateforme de services, modulable en fonction des attentes, était au cœur des discussions.

Liminalité, rites de passage et temporalité : trois notions au service d'un accompagnement social personnalisé / GOURGEON Charles

Cahiers de l'actif (les), 01/2018, n° 500-503, p. 347-362

Avec la généralisation de la mise en œuvre du projet individualisé, l'accompagnement social s'inscrit désormais dans une logique de parcours rarement homogène. Comment le concept de liminalité peut-il aider les professionnels à mieux appréhender les phénomènes de ruptures ?

Plateformes de services. Modèle du futur

Direction(s), 12/2017, n° 159, p. 30-37

Accompagner au plus près les personnes en leur présentant une palette de prestations les plus adaptées à leurs besoins et leurs aspirations et non plus en suivant une logique par type d'établissements. Un défi pour les gestionnaires qui mettent en place les plateformes de services. Cette nouvelle organisation implique un changement culturel pour les professionnels, pour passer de la prise en charge à la prise en compte des attentes des usagers.

**Nouveaux partenariats pour espaces innovants / JOHN Catherine, FURNO Isabelle, MERENS Guy
EMPAN, 12/2017, n° 108, p. 12-97**

Le tournant pris par l'état pour passer d'une politique d'assistance à une politique d' « attention », c'est-à-dire de soutien de la demande d'une personne actrice de son devenir, impacte profondément le fonctionnement des institutions et par là même des pratiques. Cette orientation, déjà initiée par la restructuration des secteurs sanitaire et médico-social, conséquence de la loi HPST, puis par la loi de 2005 impose, pour un fonctionnement efficient, le développement de partenariats étroits et la constitution de réseaux professionnels cohérents. Appelées dans le rapport Piveteau « Zéro sans solution » à un travail en transversalité, les institutions sociales, médico-sociales, sanitaires et scolaires se voient ainsi contraintes au développement d'espaces, de dispositifs et d'instances inter-institutionnels. De nouvelles organisations voient le jour dans des logiques relevant parfois du secteur privé voire même du statut d'autoentrepreneur.

En quoi ces nouvelles orientations, supposées « ne jamais laisser personne sur le bord du chemin » influencent-elles nos pratiques ? Ramènent-elles du lien social par le truchement des réseaux et partenariats ou au contraire risquent-elles d'accélérer son délitement ?

**Du projet au parcours / BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel, DUBECHOT Patrick
Vie sociale, 06/2017, n° 18, p. 7-210**

Porter attention aux parcours de vie signifie de les appréhender dans les points de rupture et de bifurcations, dans un déroulement temporel et dans les interactions des multiples dimensions. Après une approche conceptuelle de la notion de parcours, ce numéro de revue montre comment les nouvelles politiques publiques sont passées du projet au parcours. Puis les perspectives nouvelles concernant les parcours, bifurcations, conversions sont évoquées dans un enjeu de recherche, mais aussi dans l'exemple du processus de radicalisation qui affectent les personnes et impactent les organisations sociales.

**Les collectifs au secours du travail social / BOUQUET Brigitte, AVENEL Cyprien, BOURQUE Denis, DEUTSCH Claude, HALLEY DES FONTAINES Virginie
Vie sociale et traitements, 2017, n° 134, p. 13-84**

- L'action collective, un socle incontournable
- Le développement social et le travail social collectif : incantation magique ou orientation stratégique ?
- Partenariat et intervention collective : deux avenues de renouvellement du travail social
- Vous avez dit « santé communautaire » ?
- Les usagers contribuent à refonder le social
- Les gem : des collectifs qui n'ont pas dit leur dernier mot
- Le centre de santé des 3 Cités
- La Main à l'oreille, comme une étreinte au fond du cœur
- Un collectif de travailleurs sociaux, un squat social
- L'accueil des migrants, une alternative sociale solidaire

**La coordination institutionnelle entre les acteurs / AUDOUARD Nathalie
Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 139-148**

Cet article se propose d'analyser ce que la démarche des Egts a produit pour les acteurs d'un département, dans un contexte institutionnel complexe. Notamment le processus engagé a été l'occasion de réaliser un véritable état des lieux territorial des logiques d'acteurs et des enjeux locaux. Il a permis de mettre en synergie des usagers, des bénévoles, des professionnels du travail social et de l'intervention sociale, mais aussi des dirigeants de structures publiques et privées gestionnaires ou opérateurs des politiques publiques de l'action sociale. Cette démarche des Egts a démontré que le travail social et l'intervention sociale ne peuvent penser leur structuration de façon isolée. Le cloisonnement des niveaux de pilotage, de décision et d'intervention doit faire l'objet d'une réflexion de fond et doit être pensé collectivement. Ce travail d'envergure qui a abouti à un plan d'action national a redonné du sens aux pratiques et dégagé ainsi des perspectives opérationnelles

3 / LA PARTICIPATION DE LA PERSONNE ACCOMPAGNÉE À L'ÉLABORATION DE SON PROJET

A/ L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR LA PROMOTION DES POTENTIELS

- Ouvrages



Action sociale et empowerment / VALLERIE Bernard
Université Grenoble Alpes, 2018, 77 p.

Comment accompagner les personnes qui rencontrent des obstacles dans leur parcours de vie en évitant des impacts douloureux tels l'infantilisation ou la stigmatisation ? L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir propose aux intervenants sociaux un cadre d'analyse afin de créer des conditions qui permettent aux personnes de décider pour elles-mêmes. Il n'est plus question de projet "pour" mais de projet « avec » : c'est une dynamique d'affranchissement et non d'adaptation qui est impulsée, contribuant

par là même au développement d'une plus grande justice sociale.



Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs : une nouvelle approche de l'intervention sociale / JOUFFRAY Claire
Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2018, 240 p.

Les travailleurs sociaux sont au cœur d'une injonction paradoxale : rencontrer de plus en plus de personnes précaires (des publics nouveaux) avec de moins en moins de moyens pour les aider (baisse des budgets sociaux). Pour nombre d'entre eux, il en résulte un profond malaise qui peut aller jusqu'à l'épuisement et une remise en cause des postures et des pratiques professionnelles.

L'approche centrée sur le Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs (DPA-PC) dont le principe consiste à « passer d'une situation d'impuissance à une situation où les acteurs concernés perçoivent des opportunités concrètes d'agir pour obtenir un changement auquel elles aspirent », développée dans la 1^{re} édition, a permis aux acteurs de terrain de renouer avec les fondements du travail social et retrouver du sens à leur pratique.

À l'appui de huit expériences d'accompagnement, cette nouvelle édition montre comment des intervenants sociaux francophones (France, Belgique, Québec) se sont saisis de ce principe pour initier des pratiques différentes. Ils donnent ainsi à voir en quoi cette approche novatrice est venue interroger les fondamentaux du travail social, bousculer les postures professionnelles dans la pratique de l'intervention sociale (prévention, responsabilisation, engagement collectif et individuel, distance et participation...) et modifier les rapports de pouvoir entre intervenants et usagers.



Empowerment. Le pouvoir d'agir des chefs de service en action sociale et médico-sociale / BERTRAND Eric, CARIAT Isabelle
Dunod, 2017, 224 p.

L'ouvrage explore et explicite le concept d'empowerment et répertorie les formes de « pouvoir d'agir » que les chefs de service vivent au sein des institutions et des équipes de direction :

- Il donne à comprendre ce qu'il produit et ce dont il est le fruit en termes de coopération, d'apprentissages collectifs, de compétences partagées et de co-construction entre les acteurs.
- Il identifie les formes de coopération existantes au sein des équipes de direction, entre chefs de service, directeurs, directeurs adjoints, mais également avec les directions générales et la gouvernance associative.
- Il met en débat le sentiment d'appartenance ou non du chef de service à l'équipe de direction.



**Le lien d'accompagnement : entre don et contrat salarial / FUSTIER Paul
Dunod, 2015, 249 p.**

Cet ouvrage éclaire les significations profondes du lien d'accompagnement. Pris entre deux pôles, le travail social comme le travail du soin oscillent entre don et service contractualisé. Cette ambivalence même concourt à la réussite de cette mission paradoxale : donner de soi à autrui et être payé pour le faire. L'auteur propose une conception du lien social et du lien social en crise qui autorise une analyse fine des effets de soin ou de changement psychologique que l'on peut attendre d'une relation d'accompagnement. La première partie de l'ouvrage approfondit l'hypothèse selon laquelle la subjectivité du lien se constituerait à partir d'une interrogation de l'utilisateur, désireux de savoir si les actes du praticien doivent être compris comme un don qui ferait "marque d'amour" ou comme la conséquence d'un contrat salarial déterminé par ailleurs. La deuxième partie traite de la "fabrication" de l'adulte, lorsque certaines pathologies du lien social mettent en échec le changement de position dans l'ordre des générations. La question du don et de la dette est alors au cœur du processus spécialisé d'éducation qui permet de reconstruire le lien social défaillant à partir d'un changement symbolique de génération. Trente cliniques de situations professionnelles contribuent à faire de ce livre une passionnante investigation au service de la réalité du travail éducatif et thérapeutique au sein des institutions sociales et psychiatriques.



**L'Empowerment : une pratique émancipatrice / BACQUE Marie-Hélène,
BIEWENER Carole**

La découverte, 17/01/2013, 175 p.

"La notion d'empowerment ou "pouvoir d'agir" commence à se diffuser en France sans pour autant y trouver une traduction satisfaisante. Cet ouvrage propose une discussion critique de ses utilisations, du militantisme au management, tout en défendant l'acceptation émancipatrice du concept."



**Interventions sociales et empowerment (développement du pouvoir d'agir) /
VALLERIE Bernard, LE BOSSE Yann, JOUFFRAY Claire, PORTAL Brigitte,
BUENO CAZEJUST Martine
L'Harmattan, 2012, 192 p.**

Cette analyse du développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités va ici se limiter au champ des interventions sociales. Dénonciation des pratiques standardisées, réflexion et action s'effectuant avec et non sur, prise en compte de la complexité des enjeux en présence, décentration des seules caractéristiques individuelles pour s'intéresser aux composantes structurelles, constituent ainsi des repères pour les intervenants œuvrant dans la perspective d'une plus grande justice sociale.



**Interventions sociales auprès des familles en situation de précarité /
BOUTANQUOI Michel ; BOUTIN Gérald ; THIERY Nathalie ; LACHARITE Carl ;
MINARY Jean-Pierre ; BREUGNOT Pascale ; FABLET Dominique ; RURKA
Anna, L'Harmattan, 2011, 140 p.**

Travail avec les familles, soutien à la parentalité, voilà deux expressions familières dans le champ du travail social, tant sur le plan législatif et administratif que du point de vue des projets des équipes éducatives. Il n'en demeure pas moins nécessaire d'interroger ce que ces notions recouvrent. S'agit-il de changer les parents ou de modifier le regard des professionnels et des chercheurs en particulier sur les familles en situation de précarité ? Quelles sont les logiques à l'oeuvre : aide ou contrôle ? Les contributions rassemblées dans cet ouvrage cherchent à ouvrir la réflexion sur ce point. Il intéressera autant les professionnels que les chercheurs que ces questions mobilisent. Cet ouvrage s'adresse aux professionnels de l'intervention sociale et à tous ceux qui se destinent à l'exercice de ces métiers : assistants sociaux, éducateurs spécialisés...

- Articles

Pouvoir d'agir des usagers "Yes, they can !"

Actualités sociales hebdomadaires, 14/12/2018, n° 3088, p. 26-30

Impliquer, faire participer, autonomiser, libérer le potentiel, donner plus de possibilités d'action et de pouvoirs de décision aux personnes accompagnées, leur donner l'opportunité de mieux maîtriser leur vie... L'« empowerment », c'est-à-dire la capacité d'action des usagers, sera-t-il la prochaine révolution culturelle du secteur social et médico-social ?

[Le premier accueil social inconditionnel de proximité : que nous disent les personnes accueillies et accompagnées](#)

Dubasque.org, 04/10/2018

Le Centre National de la Fonction Publique (CNFPT) a co-organisé mardi dernier à Angers une journée sur le premier accueil inconditionnel de proximité. L'occasion de faire le point sur ce qu'il représente aujourd'hui et les questions posées par cette forme d'accueil qui vise, rappelons-le, à lutter contre le non recours aux droits. Les organisateurs (DGCS, ANCCAS, ANDASS*) ont eu la bonne idée d'ouvrir la journée en donnant en priorité la parole aux personnes concernées, celles qui vivent l'exclusion, qui ont eu un parcours de rue, ou encore des ruptures sociales et professionnelles importantes au point d'être à un moment ou à un autre exclues de leurs droits fondamentaux.

Pouvoir d'agir et vieillissement : différenciations, limites et possibilités [DOSSIER] /

BICKEL Jean-François, HUGENTOBLER Valérie

Gérontologie et société, 10/2018, n° 157, p. 11-187

Au sommaire :

- Libre propos : Défis du vieillissement et enjeux de santé publique - Stéphanie MONOD
- Demander (ou pas) l'aide à domicile au grand âge. L'agency des personnes âgées
- Le corps autonome des classes supérieures : expression d'un « pouvoir d'agir » ?
- Vulnérabilité et résilience chez les centenaires
- Convergences et différences jalonnant des parcours de bénévolat en soins palliatifs
- Citoyenneté politique et reconnaissance dans la vieillesse dépendante
- L'accompagnement citoyen pour l'intégration des aînés ayant un trouble mental
- Libre propos : Quand maximiser le pouvoir d'agir se retourne contre la personne vulnérable - Bertrand QUENTIN

<https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe-2018-3.htm>

Vous avez dit participation ? Une vieille notion réinventée

Revue française de service social, 2018, n° 2, p. 14-83

- La nécessaire clarification de la notion de "participation"
- Regards croisés sur la participation des personnes accompagnées
- Les formations sociales à l'épreuve de la participation des personnes accompagnées

Formations sociales. Apprendre des personnes accompagnées

Actualités sociales hebdomadaires, 06/10/2017, n° 3028, p. 30-33

Conduire les futurs travailleurs sociaux à dépasser les représentations et préjugés pour mieux agir avec les personnes accompagnées : c'est l'objectif d'écoles qui, en France comme à l'étranger, demandent à des usagers de participer à la formation initiale des professionnels. Des initiatives pour l'heure parcellaires et peu systématisées, mais qui tendent à converger.

- Réduire les écarts pour rééquilibrer les pouvoirs

http://powerus.eu/wp-content/uploads/2017/08/ri_145_2017.1_morin_et_lambert1.pdf

Pour des pratiques plus démocratiques du travail social / JOUFFRAY Claire

Actualités sociales hebdomadaires, 01/09/2017, n° 3023, p. 26-27

C'est presque devenu un slogan : il faut coconstruire la prise en charge avec les personnes accompagnées. Mais est-ce pour autant une réalité, s'interroge Claire Jouffray, formatrice retraitée, membre fondatrice de l'Association nationale pour le développement de l'approche DPA (développement du pouvoir d'agir) ? Selon elle, l'émergence de pratiques professionnelles réellement démocratiques ne sera possible que si les travailleurs sociaux acceptent une modification des rapports de pouvoir avec les usagers.

Se coordonner pour exaucer les souhaits des résidents / COLOMB Noémie

Direction(s), 02/2017, n° 150, p. 12-14

Albertville (Savoie). Le complexe médico-social Le Chardon Bleu a recentré son organisation autour des attentes et des besoins des résidents handicapés psychiques afin de leur rendre le pouvoir d'agir. Principales nouveautés : un service de coordination des projets et des parcours, et des professionnels réorientés sur des missions d'empowerment.

Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation / CARREL Marion

Politiques sociales, 2017, n° 124, p. 79-89

La démocratie participative se résume bien souvent à de l'injonction participative : une offre institutionnelle descendante, qui ne cherche ni à repérer d'éventuels dysfonctionnements dans l'action publique, ni à lutter contre les inégalités en matière de citoyenneté. Elle s'avère dès lors contre-productive pour enrayer la crise démocratique, marquée par la défiance vis-à-vis des représentants. La participation citoyenne peut cependant constituer un levier efficace – et révolutionnaire – pour régénérer la démocratie, toujours en chantier. Sous certaines conditions, elle peut renouveler les politiques publiques sur un mode ascendant, stimuler l'interpellation des institutions et l'émancipation des personnes, en particulier les plus précaires et éloignées de la parole publique. Aujourd'hui, elle peut compter avec de nouveaux partenaires, les acteurs communautaires.

De la participation au pouvoir d'agir / BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel

Vie sociale, 2017, n° 19, 229 p.

En raison de la loi et des évolutions sociales, la participation des personnes accompagnées se développe dans différentes instances, qu'elles soient de santé ou de lutte contre l'exclusion. Le plan d'action national en faveur du travail social fait de la participation l'une de ces quatre grandes priorités et précise que : « La participation des personnes doit être recherchée à toutes les étapes des politiques publiques : depuis leur élaboration, jusqu'à leur mise en œuvre et à leur évaluation ». Ce numéro s'intéresse à leur participation aux instances d'élaboration, ou à la mise en œuvre, d'une politique publique. Il interroge la pratique du développement du pouvoir d'agir qui a pour but la co-construction collective avec les personnes en difficultés ou en situation de handicap et nécessite un renouvellement de la pratique professionnelle.

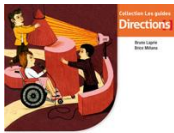
B / LA CO-CONSTRUCTION DES PARCOURS

- **Ouvrages**



Les nouvelles figures de l'usager : de la domination à l'émancipation ? / ARGOUD Dominique, BECQUEMIN Michèle, COSSEE Claire, OLLER Anne-Claudine, Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2017, 228 p.

Longtemps synonyme d'« administré », le terme d'« usager » s'est imposé au début des années 2000 comme l'un des instruments de modernisation du service public et du renouvellement démocratique, impliquant une meilleure reconnaissance et prise en compte des droits des personnes. Mais la promesse a-t-elle été tenue ? Quels sont les progrès réalisés dans l'accès aux droits des personnes concernées ? Y ont-elles gagné en émancipation ? Ou sont-elles confrontées à la persistance ou au renouvellement de formes de domination (dénégation des droits, surplus de contraintes administratives, relégation, injonctions moralisatrices, violences...) ? Pour comprendre les nouvelles attentes à l'égard du travail social, cet ouvrage examine comment les « figures » de l'usager (patient, malade, bénéficiaire, ayant droit, allocataire, client, consommateur) se déclinent actuellement dans les secteurs de l'éducation et de l'action sociale et médico-sociale à travers des situations concrètes (prise en charge des sans-abri, des personnes en situation de handicap ou en difficulté scolaire, insertion des Gens du voyage, participation citoyenne...). Entre analyses critiques et pistes pour l'action, les éclairages apportés ici sont illustratifs des incohérences auxquelles les personnes sont souvent confrontées dans l'expression de leurs droits et dévoilent des expérimentations institutionnelles particulièrement suggestives.



Favoriser la participation des usagers en établissement médico-social

✓ Mettre le cadre légal
✓ Mettre en œuvre les instances et outils obligatoires
✓ Mettre les professionnels

(OUTILS)

esf

Favoriser la participation des usagers en établissement médico-social

LAPRIE Bruno, MINANA Brice, ESF, 2014, 123 p.

Comment favoriser la participation des usagers au fonctionnement de la structure comme l'exige la loi ? Il s'agit d'associer les personnes accompagnées, en tant que citoyennes, aux processus de consultation et de concertation. Cela a trait aussi bien à l'élaboration et la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement les concernant, qu'au fonctionnement de l'établissement ou du service. Associer un public handicapé, âgé, en situation d'exclusion, ou mineur en difficulté est chose délicate à réaliser. Les auteurs prodiguent leurs conseils aux professionnels pour qu'une réflexion préliminaire soit menée et que du sens soit donné aux outils réglementaires en lien avec la mission de la structure, les besoins et les attentes des personnes accompagnées. De plus, comme tout processus démocratique, la participation ne va pas de soi. Les auteurs apportent leur expertise pour lever les freins qui existent du fait d'une résistance des professionnels à la remise en cause de leurs pratiques et de leurs savoir-faire.



La participation : une chance à saisir. Lançons-nous !

Uniopss, 2010, 175 p.

Pour une réelle intégration, la participation des personnes en situation d'exclusion est nécessaire. Accessible et simple à appréhender, ce cahier invite à organiser une ou des pratiques de participations. Il est illustré par de nombreux exemples et citations de personnes en situation d'exclusion.

La participation est universelle, mais les actions à mettre en place sont variées. Ce cahier offre des pistes susceptibles de guider ces démarches :

- Quels sont les préalables et conditions d'une participation de qualité ?
- Qu'est ce qui freine ou favorise la participation ?
- Comment entreprendre une démarche de participation au sein d'une association ?

Il est étoffé de nombreux exemples européens et français en matière de participation ; les contributeurs relatent des événements qui ont eu lieu, en cours ou renouvelés régulièrement.



Penser la participation en économie sociale et en action sociale / BOUQUET Brigitte, DRAPERI Jean-François, JAEGER Marcel, Dunod, 2009, 275 p.

La participation renvoie à un modèle de société qui prend ses distances avec la division du travail et la société salariale. Elle redéfinit les principes présidant l'action publique. Et pour l'action sociale, l'assistance étant jugée trop passive et l'État providence engendrant trop l'assistanat, une législation instaurant la participation entend lui substituer un modèle d'appartenance plus actif, plus individuel et mieux maîtrisé par chacun. Pour autant, quelle est la réalité de la participation ? Comment comprendre sa notoriété et vérifier sa pertinence ? Peut-on réinventer une nouvelle citoyenneté grâce à la participation, et si oui, comment et dans quel cadre ? La participation ne cache-t-elle pas un nouveau projet normatif par une économie libérale dominante ? Cet ouvrage est issu d'un séminaire associant professionnels et chercheurs, conçu par la chaire de travail social du Centre national des arts et métiers (Cnam), le Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Lise), le Groupement de coopération de recherches en action sociale et médico-sociale d'Île-de-France (Grif), qui rassemble plusieurs instituts de formation en travail social, et le Centre d'économie sociale, travail et société (Cestes) du Cnam.

• Articles

Travail social - Les personnes accompagnées, partenaires de la formation

Travail Social Actualités, 04/2019, n° 101, p. 11-17

En complément des savoirs académiques et pratiques, la formation des travailleurs sociaux doit désormais s'enrichir de savoirs expérientiels, délivrés par des personnes accompagnées. Ce chantier qui s'amorce interroge les pratiques des formateurs et des professionnels, ainsi que leur positionnement vis-à-vis des personnes qu'ils accompagnent.

- "Un changement profond à opérer", professeur émérite du Cnam à la chaire de Travail social et d'intervention sociale, membre du Haut Conseil du Travail Social.

<http://participation.unaforis.eu/>

Dubasque.org, 07/02/2019

La participation des personnes aidées et accompagnées par les travailleurs sociaux reste trop souvent limitée à l'écoute et au recueil de leur simple avis ou de leurs expériences. Cette participation devrait plutôt se traduire par un véritable processus permettant la délégation de pouvoir et de prise de décision par la personne concernée. Car comme le disent certaines assistantes sociales « ce n'est pas à moi de décider mais bien à la personne qui vient demander de l'aide ». Nous n'avons pas choisi ni décider pour elles sauf dans certaines situations extrêmes qui relèvent de la protection.

L'évaluation des politiques sociales, un exercice délicat

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/02/2019, n° 2451, p. 30-26

Déterminer la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'utilité d'une politique publique, tels sont les objectifs de l'évaluation. Celle-ci consiste à identifier la stratégie, à collecter et à analyser les informations puis à émettre des préconisations.

Les bénéficiaires d'une politique sociale doivent être associés à son évaluation. Leur participation est primordiale. Mais cette évidence ne va pas sans entraves, tant il est difficile de recueillir la parole des personnes exclues et fragiles.

L'évaluation doit aboutir à une amélioration des dispositifs ou des politiques sociales. C'est là tout l'enjeu ! Ne pas laisser dormir les rapports dans un tiroir, mais faire en sorte que les élus s'en saisissent telle une opportunité menant au changement.

Développer le travail pair dans le champ de la veille sociale, de l'hébergement et du logement

Fédération des acteurs de la solidarité, 11/2018, 80 p.

La Fédération des acteurs de la solidarité s'intéresse depuis quelques années au travail pair en tant que méthodologie d'intervention sociale innovante. L'intervenant social qu'est le travailleur pair a connu par le passé une situation a priori stigmatisante (exemple : parcours de rue). Ayant pris du recul sur son expérience, il la mobilise pour accompagner des personnes vivant une situation similaire.

Coconstruction et réseau, deux maîtres mots

Travail Social Actualités, 03/2018, n° 90, p. 28-29

Convaincue du potentiel de chacun, l'Association logement pays d'Aix (Alpa) a mené en 2017 une expérimentation d'accompagnement social global qui mise sur la participation des personnes concernées. Financé par l'État, ce dispositif bouscule les frontières du travail social.

<http://alpa-asso.org/>

Bas-Rhin. L'engagement associatif au service de l'insertion des bénéficiaires du RSA

Gazette sante social (la), 01/2018, n° 147, p. 43-45

Avec le dispositif "C'est des volontaires 67", le département du Bas-Rhin inscrit la participation sociale, culturelle et civique active à la société dans le parcours des bénéficiaires du RSA. Une démarche basée sur le volontariat qui vise d'abord à leur redonner confiance et s'appuie sur un partenariat avec les acteurs associatifs.

["De ne rien dire à oser parler...et pouvoir se faire entendre".](#) / BILLON Sébastien, FRANCOIS Nathalie,

Cnam Pays de la Loire - ATD quart Monde, 2018, 86 p.

- Avant-propos. Origine et objectif de la recherche page 1
- Partie I. Cadre et méthodologie du travail collaboratif page 7
 - * Les différents acteurs du Mouvement ATD Quart Monde page 7
 - * Le groupe local d'ATD Quart Monde page 13
 - * La mise en oeuvre du travail collaboratif, la méthodologie employée page 20
- Partie II. Faire alliance : du faire ensemble à l'agir ensemble page 24
 - * La construction de la relation alliés-militants page 25
 - * Le regard porté les uns sur les autres page 27
 - * Le groupe soutien à l'être soi page 41
- Partie III. Le projet d'une société riche de tous ses membres page 50
 - * De la reconnaissance au pouvoir d'agir page 50
 - * D'une expérience associative à la réalité du travail social page 55
- Conclusion page 69
 - * Vers une société fraternelle page

La participation des personnes ressources concernées aux formations de l'intervention sociale, UNAFORIS, 2018, 56 p.

L'objectif de ce projet était de rassembler les connaissances et les contributions de différents acteurs présents pour parvenir à la réalisation d'un guide pour favoriser la participation des personnes avec une expertise de vie à la formation des intervenants sociaux et plus largement des étudiants dans le champ de l'action sociale.

[Participation des personnes accompagnées aux instances de gouvernance et à la formation des travailleurs sociaux](#)

Haut conseil du travail social, 07/2017, 70 p.

L'objet du rapport résultant de ce groupe de travail n'est pas la participation en général. Il porte spécifiquement sur la participation des personnes accompagnées aux instances « où s'élaborent ou se mettent en œuvre les politiques sociales dans lesquelles les personnes accompagnées devraient être représentées, mais ne le sont pas encore ou sont déjà représentées, mais dans des conditions ne répondant pas complètement à leurs attentes ». Il s'agit d'identifier ces instances et de « déterminer les modalités de participation les plus appropriées ».

La participation des usagers, bénéficiaires ou citoyens : une question de démocratie, mais pas que..

Actes : actions et territoires du social, 06/2017, n° 479, p. 10-12

Les CCAS qui ont commencé à développer la participation des personnes de diverses façons, vérifient que cela améliore le travail quotidien, l'efficacité des politiques publiques et bénéficie directement aux personnes elles-mêmes.

Au sommaire du dossier :

- Créer l'espace pour prendre la parole : l'Université du citoyen de Châteauroux (Indre)
- Des paroles aux actes : l'observatoire de Dijon (Côte d'Or)
- De citoyen à habitant et inversement, le pari du mixage café de Saint-Vérand (Isère)

[La participation des usagers dans les politiques sociales / AVENEL Cyprien, Institut National des Etudes Territoriales, Direction générale de la cohésion sociale, 2016, 97 p.](#)

A partir de quatre collectivités d'étude : le département du Nord, la ville de Lille, le département du Val-de-Marne et la ville de Créteil, six élèves administrateurs de la promotion Hannah Arendt donnent des clés de compréhension sur les conditions de la participation des citoyens aux politiques relatives à la protection de l'enfance, aux personnes en situation de handicap, aux personnes âgées, à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Après avoir rappelé les concepts sociologiques de la participation publique, fait une analyse historique de celle-ci en France et détaillé des exemples dans d'autres pays, ils analysent les conditions de réussite et les écueils à éviter pour associer les citoyens aux politiques sociales.

[Expérimentation d'un fonctionnement en dispositif ITEP - « Participation des enfants/jeunes et de leurs parents » Etat des lieux des pratiques et outils support à la participation](#)

Uriopss Pays de la Loire, 2016, 55 p.

L'expérimentation porte sur l'étude des facteurs organisationnels internes (adaptation des organisations) et externes (adaptation des partenariats) facilitant ou freinant le fonctionnement en dispositif des ITEP.

L'observation porte sur les déterminants organisationnels et fonctionnels du passage en dispositif et cible la partie institutionnelle, partenariale et environnementale des ITEP avec comme finalité l'amélioration des accompagnements et la participation sociale des enfants et jeunes accueillis sur 6 territoires régionaux.

Seront observées les évolutions de l'organisation, de la gouvernance, du partenariat interdisciplinaire, des modalités d'accompagnement, des pratiques professionnelles, de l'implication des familles au sein du dispositif, de la qualité de vie au travail et de la prévention des risques professionnels.

Bibliographie

Editée par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**, Directrice

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand, Touria Arab-Leblondel**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2019 CNFPT/ INSET D'ANGERS